

Vers une réduction de l'utilisation de produits phytosanitaires, fertilisants chimiques, biocides et produits vétérinaires.

Tel est le titre d'un rapport présenté le 18 juin 2009 par le réseau Convergence. La FRANE faisait partie du comité de pilotage de ce rapport. Le travail présenté voulait répondre à 2 questions : quels sont les besoins en compétences des agriculteurs auvergnats ? Quels dispositifs de formation mettre en œuvre pour répondre à ces besoins ?

Quelques commentaires seront ajoutés en italique à notre analyse du travail effectué.

Mais tout d'abord quelle est la nature du réseau Convergence ?

Ce réseau comprend les CFA et CFPPA d'Auvergne, c'est-à-dire un ensemble d'organismes qui font de la formation pour les agriculteurs adultes.

Quels étaient les objectifs de l'étude ?

Le réseau est parti de l'observation de l'évolution de la production agricole : développement presque sans arrêt des rendements, mais avec de plus en plus d'intrants, dont certains dangereux, voire très dangereux, pour la santé humaine et l'environnement.

Le réseau estime qu'il s'agit de produire autant, mais mieux. Des solutions agronomiques alternatives existent, cependant les pratiques ont du mal à évoluer. Comment accompagner ce changement ? Quels dispositifs mettre en œuvre pour accompagner le changement ? Quels outils pédagogiques créer ?

Cette démarche est des plus intéressantes, car les instances officielles agricoles considèrent en général que les produits utilisés sont utiles et nécessaires. Les impacts sur la santé humaine sont admis à demi-mot et ceux sur l'environnement sont quasiment niés.

Au total 32 agriculteurs auvergnats ont été interrogés et leurs pratiques, quant à l'utilisation des intrants chimiques, finement analysées. L'analyse avait pour but d'identifier les besoins en formation et de proposer des dispositifs de professionnalisation adaptés.

Le rapport donne en détail les caractéristiques des agriculteurs interrogés et la grille d'analyse. Ne pouvant reprendre tous les résultats obtenus nous insisterons sur quelques uns et y joindrons quelques commentaires.

Quels en sont les principaux résultats ?

L'analyse des entretiens a porté sur les points suivants :

-pilotage global de l'exploitation (la plupart des agriculteurs recherchent la sécurisation de leur production et une valorisation optimale),

-choix et utilisation des produits phytosanitaires (les conseils viennent surtout des vendeurs ! beaucoup d'agriculteurs connaissent peu les dangers liés aux produits qu'ils utilisent ; ils se protègent pas du tout ou mal lors des traitements),

-choix des fertilisants et amendements, mise en œuvre technique (les pratiques sont hétérogènes, avec encore de la surfertilisation et du gaspillage des engrais de ferme, des épandages sur sol gelé ou enneigé, mais sur ces points il y a des améliorations notables),

-choix de techniques culturales (de nombreuses techniques culturales permettent de limiter les intrants chimiques, face à des plantes très envahissantes ou face aux fuites de nitrates vers les eaux. Par ailleurs les obligations réglementaires et le coût des intrants sont des facteurs favorisant la recherche de méthodes culturales alternatives).

Malheureusement beaucoup d'agriculteurs sont encore peu ouverts à ces pratiques.

-traitement sanitaire des troupeaux (à quelques exceptions près les agriculteurs traitent systématiquement leurs troupeaux sans s'interroger sur les conséquences de leurs pratiques). *C'est très grave car beaucoup de molécules utilisées sont très toxiques et ont un impact substantiel sur les insectes sauvages, entre autres.*

-pratiques de traitements biocides (insectes, taupes, rats taupiers) ; là aussi la plupart des agriculteurs vont au plus facile : insecticides, gaz toxique PH₃, bromadiolone, et la plupart n'ont qu'à peine conscience de la dangerosité des produits qu'ils utilisent.

-impact sur la santé de l'agriculteur (la conscience du risque chimique est encore faible : il faut un incident sérieux pour que les agriculteurs se posent des questions).

-impact sur l'environnement (ce n'est pas du tout la préoccupation des agriculteurs ; plus grave : la plupart considèrent qu'on les accuse à tort d'être des pollueurs !)

-conduite du changement (généralement les agriculteurs manifestent peu de motivation pour s'inscrire dans un processus de changement).

Suivent ensuite des propositions d'accompagnement aux changements de pratiques :

- sécurité, santé des personnes,
- pilotage du système de production,
- techniques culturales alternatives,
- outils d'aide à la décision,
- matériel,
- lutte contre les taupes ou rats taupiers,
- traitements sanitaires des troupeaux.

Suivent enfin des propositions d'outils pédagogiques (film vidéo, panneaux pédagogiques).

Là notre espoir est que ces propositions aboutissent et aient des retombées positives. Ce n'est pas gagné !

En conclusion :

Remarquons tout d'abord qu'au fil des ans le nombre d'intrants chimiques est devenu considérable. Les agriculteurs sont allés vers la facilité, en se souciant peu des impacts des produits utilisés. D'ailleurs leur conscience des risques liés aux produits qu'ils utilisent est encore relativement faible, ce qui est très inquiétant pour leur propre santé, pour la santé des consommateurs et pour notre environnement.

Une conclusion importante cependant est que le recours systématiques aux intrants chimiques n'est pas une fatalité. D'ailleurs les agriculteurs biologiques ont mis en place toute une série de pratiques pour les éviter. Cela contredit de nombreux discours officiels souvent entendus (*Voir encore l'opposition de la FNSEA au plan ecophyto de réduction des*

pesticides). Des agriculteurs non biologiques s'ouvrent aussi à des techniques moins dangereuses.

Les pratiques et les réactions des agriculteurs sont donc très variées, ce qui laisse de bonnes marges de manœuvre pour aller vers la limitation des intrants chimiques.

Le travail réalisé par le réseau Convergence est remarquable. Savoir comment et pourquoi les agriculteurs utilisent tant de produits est indispensable avant de se lancer dans une formation vers la réduction.

Mais que deviendra ce rapport ? Il risque fort d'être mis de côté au vu des intérêts économiques en jeu (surtout ceux des organismes qui gravitent autour de l'agriculture). Et pourtant c'est notre espoir que ses conclusions soient suivies.

JP Dulphy
Le 17 juillet 2009

Article publié sur le site internet de la FRANE.